

## ARTICLE 1. Bases du Règlement Intérieur

Le présent Règlement Intérieur est actualisé en fonction de l'évolution de la législation, notamment du décret 2019-1143 du 7 novembre 2019 (Article 4). Il obéit aux dispositions des articles L.6352-3, 4 et 5 et R.6352-1 à 15 du Code du Travail. Conformément à l'article L.6353-8 du Code du Travail, il est remis à chaque stagiaire ou apprenti avant son inscription définitive (article 3).

## ARTICLE 2. Égalité de traitement, liberté d'expression et de conscience, neutralité des enseignements (dispositions de l'article L.6352-4 du Code du Travail, créé par la Loi n° 2026-534 du 25 juin 2026 relative à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales, article 71)

Lorsqu'il sollicite des fonds auprès des financeurs mentionnés à l'article L.6316-1 du Code du Travail, l'organisme de formation assure le traitement égal de tous les stagiaires et apprentis. Il veille au respect de la liberté d'expression et de conscience ainsi qu'à la neutralité des enseignements dispensés.

À ce titre :

- l'accès aux formations, leur déroulement et leur évaluation s'effectuent sans distinction fondée sur un motif prohibé par la loi ;
- les intervenants s'abstiennent de toute prise de position de nature à porter atteinte à la neutralité des enseignements dispensés ;
- la liberté d'expression et de conscience des stagiaires et apprentis est respectée, dans les limites fixées par le présent Règlement Intérieur et par la loi.

## ARTICLE 3. Informations remises au stagiaire ou à l'apprenti avant son inscription définitive (dispositions de l'article L.6353.8 du Code du Travail, modifié par la Loi 2018-771 du 5 septembre 2018)

- Les objectifs et le contenu de la formation
- La liste des formateurs et des enseignants
- Les horaires
- Les modalités d'évaluation de la formation
- Les coordonnées de la personne chargée des relations avec les stagiaires ou les apprentis par l'entité commanditaire de la formation
- Le règlement intérieur applicable à la formation

Pour les contrats conclus par des personnes physiques, avant inscription définitive et tout règlement de frais, les informations mentionnées précédemment sont délivrées, ainsi que :

- Les tarifs.
- Les modalités de règlement et les conditions financières prévues en cas de cessation anticipée de la formation ou d'abandon en cours de formation.

## ARTICLE 4. Informations demandées au stagiaire ou à l'apprenti (selon les dispositions de l'article L.6353.9 du Code du Travail, modifié par la Loi 2018-771 du 5 septembre 2018)

Les informations demandées, sous quelque forme que ce soit, par un organisme de formation au candidat à une action telle que définie à l'article L6313-1 du Code du Travail, à un stagiaire ou un apprenti ne peuvent avoir comme finalité que d'apprécier son aptitude à suivre l'action de formation, qu'elle soit sollicitée, proposée ou poursuivie.

Ces informations doivent présenter un lien direct et nécessaire avec l'action de formation, et il doit y être répondu de bonne foi.

## ARTICLE 5. Assiduité, ponctualité, absences et abandons

Les stagiaires ou apprentis sont tenus de suivre l'ensemble du déroulé pédagogique prévu par le prestataire de formation, avec assiduité et ponctualité, et sans interruption. Des feuilles d'émargement sont signées par les stagiaires ou apprentis, par demi-journée, et contresignées par l'intervenant.

Toute absence prévisible du stagiaire ou de l'apprenti, qu'il soit également ou non le client, et ce quelle qu'en soit la cause, doit être annoncée et formalisée par écrit, sur feuille libre ou par mail.

Toute absence imprévue et tout retard sont signalés sans délai à EFFET CONSEIL, par téléphone au 06 40 86 81 29 ou par courriel à [christelle@effet-conseil.com](mailto:christelle@effet-conseil.com). À défaut, EFFET CONSEIL prend contact avec le stagiaire ou l'apprenti et, le cas échéant, avec son employeur et/ou son financeur.

Toute absence est subordonnée, le cas échéant, à l'autorisation écrite du responsable hiérarchique du stagiaire et/ou de l'apprenti.

En cas de maladie, le stagiaire ou l'apprenti doit prévenir l'organisme dès la première demi-journée d'absence. Un certificat médical doit être présenté dans les 48 heures.

En cas d'accident de travail ou de trajet, les circonstances doivent être communiquées par écrit dans les 48 heures.

Le stagiaire ou l'apprenti qui rencontre une difficulté dans le suivi de la formation, ou qui envisage de l'interrompre, en informe EFFET CONSEIL. Un entretien individuel lui est proposé afin de rechercher une solution : adaptation pédagogique, aménagement du rythme, report sur une session ultérieure.

En cas d'abandon, les causes de l'abandon ou les motifs d'insatisfaction sont recherchés par EFFET CONSEIL. À ce titre, le stagiaire ou l'apprenti renseigne un questionnaire d'abandon de formation, qu'il retourne dans un délai de 10 jours ouvrés. À défaut de retour, EFFET CONSEIL lui propose un entretien téléphonique.

Dans tous les cas, les dispositions des Conditions Générales de Vente applicables aux prestations de formation professionnelle sont mises en œuvre (facturation séparée de frais de dédommagement, d'absence et/ou d'abandon). Le certificat de réalisation mentionne les heures réellement suivies.

## **ARTICLE 6. Participation, matériel, documents et locaux de formation mis à disposition**

La présence de chacun des stagiaires ou apprentis doit s'accompagner d'une participation active et de l'accomplissement d'efforts personnels, y compris en inter sessions dans le cas de journées de formation séparées si un travail de conception et/ou des exercices sont nécessaires et/ou indispensables au bon déroulement de la journée de formation suivante, prévue dans le contenu de la formation.

Les stagiaires ou apprentis sont tenus de conserver en bon état ce qui a été mis à disposition par l'organisme de formation.

En formation à distance, les stagiaires ou apprentis se connectent depuis un lieu adapté au suivi de la formation et utilisent les outils numériques mis à leur disposition (classe virtuelle, messagerie, espaces de partage) aux seules fins de la formation.

Les documents remis aux stagiaires ou apprentis (supports de présentation, trames, exemples, ressources documentaires) le sont à titre personnel, dans le cadre d'une prestation de formation ou de conseil. Toute reproduction, transmission, mise à disposition ou communication à un tiers, à titre gratuit ou onéreux, est interdite sans autorisation écrite préalable d'EFFET CONSEIL.

## **ARTICLE 7. Santé, hygiène et sécurité (selon les dispositions de l'art. R.6352.1 du Code Travail, modifié par le décret 2019-1143 du 7 novembre 2019)**

Le règlement intérieur est établi dans tous les organismes de formation, y compris dans ceux qui accueillent les stagiaires et apprentis dans des locaux mis à leur disposition. Lorsque l'organisme de formation comporte plusieurs établissements, ou qu'il dispense l'activité de formation par apprentissage, le règlement intérieur peut faire l'objet des adaptations nécessaires, notamment en matière de santé et de sécurité au travail. Lorsque la formation se déroule dans une entreprise ou un établissement déjà doté d'un règlement intérieur, les mesures de santé et de sécurité applicables aux stagiaires et apprentis sont celles de ce dernier règlement.

## **ARTICLE 8. Prévention des violences, du harcèlement et des discriminations**

EFFET CONSEIL veille à la prévention et au traitement de toute situation de violence, dont les violences sexistes et sexuelles, de harcèlement ou de discrimination survenant dans le cadre de ses formations.

Sont proscrits, à l'égard de toute personne présente dans le cadre de la formation (stagiaire, apprenti, intervenant, membre du personnel, tiers), en présentiel comme à distance, y compris lors des temps de pause et dans les échanges numériques :

- toute violence physique ou verbale, toute menace, toute injure ;
- tout agissement sexiste, tout harcèlement sexuel et toute violence sexuelle ;
- tout harcèlement moral ;
- toute discrimination fondée sur un critère prohibé par la loi, notamment l'origine, le sexe, la situation de famille, l'apparence physique, l'état de santé, le handicap, l'âge, les opinions, les convictions religieuses ou l'orientation sexuelle.

Toute personne victime ou témoin d'une telle situation peut la signaler à la dirigeante d'EFFET CONSEIL, référente pour la prévention et le traitement de ces situations :

- par courriel à [christelle@effet-conseil.com](mailto:christelle@effet-conseil.com), avec la mention « Confidentiel – signalement » en objet ;
- par téléphone au 06 40 86 81 29.

Lorsque le signalement met en cause la dirigeante d'EFFET CONSEIL, la personne peut s'adresser directement aux ressources externes suivantes et, pour une formation en intra-entreprise, à son employeur : 17 ou 112 en cas d'urgence (114 par SMS), 3919 (Violences Femmes Info), [arretonslesviolences.gouv.fr](http://arretonslesviolences.gouv.fr), Défenseur des droits.

Le signalement est traité avec confidentialité. Aucune mesure défavorable ne peut être prise à l'encontre d'une personne ayant signalé de bonne foi des faits ou en ayant témoigné. Les faits établis peuvent donner lieu à une mesure conservatoire et à une sanction dans les conditions prévues à l'article 9.

Les modalités de signalement et de traitement sont décrites dans la procédure « Prévention et traitement des situations de violence, de harcèlement et de discrimination », communiquée sur simple demande.

## **ARTICLE 9. Discipline – Sanctions – Procédure (selon les dispositions des articles R.6352.3 à 8 du Code Travail, dont certains ont été modifiés par le décret 2019-1143 du 7 novembre 2019)**

Il est formellement interdit aux stagiaires ou apprentis, notamment et sans que cette liste soit exhaustive :

- D'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux dans lesquels la formation se déroule, et de se présenter aux formations en état d'ébriété.
- D'emporter ou de modifier les matériels de formation, ou de diffuser les documents remis en méconnaissance de l'article 6.
- D'adopter un comportement mentionné à l'article 8 ou, plus généralement, tout comportement répréhensible par la loi.

(Art. R.6352.3, modifié) Constitue une sanction toute mesure, autre que les observations verbales, prise par le directeur de l'organisme de formation ou son représentant, à la suite d'un agissement du stagiaire ou de l'apprenti considéré par lui comme fautif, que cette mesure soit de nature à affecter immédiatement ou non la présence de l'intéressé dans la formation ou à mettre en cause la continuité de la formation qu'il reçoit.

Les amendes ou autres sanctions pécuniaires sont interdites.

(Art. R.6352.4, modifié) Aucune sanction ne peut être infligée au stagiaire ou à l'apprenti sans que celui-ci ait été informé au préalable des griefs retenus contre lui.

(Art. R.6352.5, modifié) Lorsque le directeur de l'organisme de formation ou son représentant envisage de prendre une sanction qui a une incidence, immédiate ou non, sur la présence d'un stagiaire ou d'un apprenti dans une formation, il est procédé comme suit :

1. Le directeur ou son représentant convoque le stagiaire ou l'apprenti en lui indiquant l'objet de cette convocation. Celle-ci précise la date, l'heure et le lieu de l'entretien. Elle est écrite et est adressée par lettre recommandée ou remise à l'intéressé contre décharge.
2. Au cours de l'entretien, le stagiaire ou l'apprenti peut se faire assister par la personne de son choix, notamment le délégué de stage. La convocation mentionnée au 1. fait état de cette faculté.
3. Le directeur ou son représentant indique le motif de la sanction envisagée et recueille les explications du stagiaire ou de l'apprenti.

L'employeur de l'apprenti est informé de cette procédure, de son objet et du motif de la sanction envisagée.

(Art. R.6352.6, modifié) La sanction ne peut intervenir moins d'un jour franc ni plus de quinze jours après l'entretien. Elle fait l'objet d'une décision écrite et motivée, notifiée au stagiaire ou à l'apprenti par lettre recommandée ou remise contre récépissé.

(Art. R.6352.7) Lorsque l'agissement a rendu indispensable une mesure conservatoire d'exclusion temporaire à effet immédiat, aucune sanction définitive, relative à cet agissement, ne peut être prise sans que la procédure prévue à l'article R.6352.4 et, éventuellement, aux articles R.6352.5 et R.6352.6, ait été observée.

(Art. R.6352.8, modifié) Le directeur de l'organisme de formation informe l'employeur et l'organisme financeur de la sanction prise.

**ARTICLE 10. Représentation des stagiaires : élection et scrutin (selon les dispositions des articles R.6352.9 à 12 du Code Travail, dont certains modifiés par le décret 2019-1143 du 7 novembre 2019)**

(Art. R.6352.9, modifié) Pour les actions de formation organisées en sessions d'une durée totale supérieure à cinq-cents heures, il est procédé simultanément à l'élection d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant au scrutin uninominal à deux tours. Tous les stagiaires ou apprentis sont électeurs et éligibles.

(Art. R.6352.10, modifié) Le scrutin se déroule pendant les heures de formation. Il a lieu au plus tôt vingt heures et au plus tard quarante heures après le début de la première session collective.

(Art. R.6352.11) Le directeur de l'organisme de formation est responsable de l'organisation du scrutin. Il en assure le bon déroulement.

(Art. R.6352.12, modifié) Lorsque, à l'issue du scrutin, il est constaté que la représentation des stagiaires et apprentis ne peut être assurée, le directeur dresse un procès-verbal de carence.

**ARTICLE 11. Mandat et attributions des délégués des stagiaires (selon les dispositions des articles R.6352.13 à 15 du Code Travail, dont certains modifiés par le décret 2019-1143 du 7 novembre 2019)**

(Art. R.6352.13, modifié) Les délégués sont élus pour la durée de la formation. Leurs fonctions prennent fin lorsqu'ils cessent de participer à la formation.

Lorsque le délégué titulaire et le délégué suppléant ont cessé leurs fonctions avant la fin de la formation, il est procédé à une nouvelle élection, dans les conditions prévues aux articles R.6352-9 à R.6352-12 du Code du Travail.

(Art. R.6352.14, modifié) Les délégués font toute suggestion pour améliorer le déroulement des formations et les conditions de vie des stagiaires dans l'organisme de formation.

Ils présentent les réclamations individuelles ou collectives relatives à ces matières, aux conditions de santé et de sécurité au travail et à l'application du Règlement Intérieur.

(Art. R.6352.15) Les dispositions de la présente section (Articles R.6352.9 à R.6352.14) ne sont pas applicables aux détenus admis à participer à une action de formation professionnelle.

**ARTICLE 12. Procédure de réclamation**

Toutes les parties prenantes à l'action de formation (prospects, clients, stagiaires, apprentis, financeurs, intervenants...) ont la possibilité à tout moment de faire une réclamation relative aux offres et prestations de formations de l'organisme de formation EFFET CONSEIL :

- Oralement, par téléphone ou en face-à-face (dans ces deux cas, la réclamation sera reformulée par Christelle Charrier-Robelin à l'interlocuteur, et l'interlocuteur devra la confirmer sous forme écrite dans les meilleurs délais) ;
- Ou par écrit, par courrier postal (EFFET CONSEIL – 382 rue de Saint-Martin, 17580 LE-BOIS-PLAGE-EN-RE) ou par mail à l'adresse : [christelle@effet-conseil.com](mailto:christelle@effet-conseil.com).

Chaque réclamation sera étudiée et une réponse sera apportée à son expéditeur dans les meilleurs délais, idéalement par retour de mail.

Le présent Règlement Intérieur entre en vigueur le 14 octobre 2026.

Fait à Le-Bois-Plage-en-Ré, le 14/10/2026.



Christelle Charrier-Robelin  
Présidente d'EFFET CONSEIL

**EFFET CONSEIL 382 rue de Saint-Martin – 17580 LE-BOIS-PLAGE-EN-RE – Tél. 06 40 86 81 29**

Mail : [christelle@effet-conseil.com](mailto:christelle@effet-conseil.com) – Site Web : [www.effet-conseil.com](http://www.effet-conseil.com)

Prestataire de formation enregistré sous le n° 75 17 0243217 auprès du Préfet de Région Nouvelle-Aquitaine (cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'État) et certifié Qualiopi® au titre de la catégorie « Actions de formation ».

SAS au capital de 5 000 € immatriculée au RCS de La Rochelle sous le SIREN 838 575 355 – SIRET : 838 575 355 00022

APE : 7022Z – N° TVA Intracommunautaire : FR 37 838575355